

| LE PETROLE A L'HEURE DU CORONAVIRUS OU LE DILEMME DE DONALD TRUMP |

Un des effets du coronavirus est d'avoir apporté du déséquilibre au déséquilibre du marché pétrolier, à un moment où celui-ci avait une petite mine. Il place Donald Trump dans une situation délicate dont il sortira certainement par un coup de bluff mais qui laissera des traces.

Le déclenchement de la guerre du brut par l'impulsif Prince Mohamed Ben Salam, MBS pour ses familiers, en réaction au refus de Moscou de réduire la production du pétrole de 15%, et sur fond de ralentissement économique mondial, avait déjà provoqué la baisse des prix. En ouvrant les vannes de la production saoudienne et en inondant le marché, il s'agissait de punir la Russie et d'éliminer une partie de la production américaine de pétrole de schiste. Or, le coronavirus a entraîné l'arrêt ou le ralentissement de pans entiers de l'économie réduisant encore fortement la demande. **Le prix du baril a été divisé par deux, voire davantage, en peu de semaines.** Plus habile à surfer par beau temps que sur mer agitée, l'OPEP fait ce qu'elle peut. Bien peu de choses en réalité, car le pouvoir s'exerce ailleurs.

Les conséquences financières sur Ryadh et Moscou en sont calamiteuses car les budgets des deux pays reposent sur des prix du baril de 50 à 60 \$. La grande transition de l'économie saoudienne voulue par MBS est menacée et les réserves de changes de l'Arabie Saoudite, déjà malmenées par un infructueux épisode du même type de 2014 à 2016, ne sont plus ce qu'elles étaient. Pour sa part, Vladimir Poutine a mené ces dernières années une politique économique prudente, qui lui avait été reprochée mais qui lui a permis de se constituer un matelas de sécurité en devises, certainement bien utile mais qui ne manquera pas d'être sérieusement écorné si la situation actuelle perdure, ce qui est probable avec les secousses telluriques provoquées par le coronavirus.

Donald Trump ne peut qu'être embarrassé. Les présidentielles sont dans moins de huit mois et il faut satisfaire ses électeurs. Un prix bas de l'essence à la pompe ne peut que plaire aux automobilistes américains qui privilégient encore les grosses cylindrées. Les tweets de Trump dans ce sens se veulent autant de gazouillis annonçant le printemps des « belles américaines », symbole du rêve américain.

Mais, comme rien n'est aussi simple qu'il le voudrait, **des prix trop bas, c'est aussi une menace sur bien des fronts.** Les producteurs de pétrole et de gaz de schistes sont au

Texas, dans le nord Dakota, États qui votent pour lui et qui admettent mal de voir l'industrie pétrolière et para pétrolière, épine dorsale de leur économie, s'effondrer. Malgré les progrès technologiques rapides enregistrés cette dernière décennie, il faut encore un prix moyen du baril de brut de l'ordre de 50 \$ pour assurer la rentabilité de la recherche et de l'extraction de bon nombre de gisements. Sinon, la production s'arrête. Les producteurs lourdement endettés se mettent en faillite. Le chômage se répand. L'indépendance énergétique retrouvée recule. Ah ! Que c'est embêtant !

Réagir ? Mais comment ?
Agir sur les belligérants ?

La Russie?

Le Président Poutine a justement refusé de réduire le débit du robinet pétrolier car il considère le pétrole et le gaz de schiste comme une menace majeure pour son pays et des prix bas sont une arme de destruction de ces puits concurrents. Par ailleurs, son ami américain ne s'oppose-t-il pas à l'achèvement du gazoduc Nord Stream 2 et fait tout pour que le GNL américain remplace en Europe le gaz sibérien.

Sur MBS ?

Bien sûr d'insignes services ont été rendus de part et d'autre, mais ce n'est pas si aisé car MBS en veut aussi aux producteurs américains, à l'Iran, à la Russie et ne peut pas paraître trop ouvertement l'obligé du locataire de la Maison Blanche, d'autant que celui-ci veut se retirer de la région. Les pressions américaines s'exercent entre temps et ressemblent de plus en plus à des menaces.

Pour mettre tout le monde d'accord, **ne faudrait-il pas que les États-Unis acceptent de réguler leur propre production**, comme vient de le suggérer le Président de l'OPEP. L'Arabie Saoudite, la Russie et les autres producteurs ne doivent ni ne peuvent à eux seuls se partager suffisamment les coupures de production. Selon certaines estimations la consommation va chuter de 15 à 20 mbj -15 à 20 % de la production mondiale - près de 2 fois la production saoudienne.

Mais, ce serait faire remonter le prix à la pompe et **s'aventurer dans une économie administrée de l'énergie**. Certes, le respect de l'économie de marché du Président américain s'arrête là où ce rapport cesse de lui être bénéfique. Ce n'est pas, à priori, un homme à cheval sur les principes mais il lui faudrait jouer le jeu d'une certaine collaboration internationale fondée sur l'indépendance. Bien dur à accepter.

Décidément, la vie n'est pas simple !

Serge DEGALLAIX